

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 12/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**
DELCROS
N 5 ECHERY
68160 ECHERY

Références : 0006700454_2024-03-13_DELCROS_VIIC_Echéances
Code AIOT : 0006700454

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2024 dans l'établissement DELCROS implanté 5 LIEU DIT ECHERY 68160 Sainte-Marie-aux-Mines. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suivi des échéances :

- contrôle de la station de détoxication avec la réalisation d'un test réel simulant un rejet d'effluent non-conforme aux limites du pH, afin de justifier l'asservissement du pH mètre aux vannes de sectionnement ;
- vérification de la continuité des déclarations en ligne de l'exploitant, via l'application informatique GIDAF, dans le cadre de l'autosurveillance des rejets aqueux ;
- analyse des éléments transmis par l'exploitant, dans le cadre du contrôle de recalage des opérations de prélèvement réalisées par un organisme privé accrédité COFRAC ;
- mise en application des dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des ICPE induite notamment par l'arrêté ministériel du 24 août 2017 (RSDE).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DELCROS
- 5 LIEU DIT ECHERY 68160 Sainte-Marie-aux-Mines
- Code AIOT : 0006700454

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société DELCROS est spécialisée dans les traitements de surfaces des pièces en inox ou en aluminium.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article Titre V-Article 23	Sans objet
2	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 10/03/2010, article 4	Sans objet
3	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article Titre IX-Article 33	Sans objet
4	Conditions de rejets	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 20	Prescriptions actuelles inadaptées

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objectif de cette visite est d'examiner les suites apportées aux faits caractérisés comme non-conformes ou susceptible de suites, lors de la visite d'inspection du 15 février 2023, qui a conduit à une lettre de suite préfectorale.

La visite d'inspection a mis en évidence que l'exploitant a mis en œuvre les actions correctives afin de se conformer aux prescriptions initialement contrôlées.

Cependant les constats réalisés sur site et les documents associés, mettent en exergue une situation où les prescriptions actuellement opposables aux installations doivent être révisées et renforcées :

Point de contrôle n°4 :

Dans le cadre de la mise en application, de l'arrêté ministériel « RSDE » du 24 Aout 2017, modifiant entre autres les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006, il convient de réviser et de renforcer les prescriptions opposables aux installations en proposant à l'exploitant, un projet d'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires basé sur les dispositions générales de l'arrêté ministériel précité. En effet les modifications introduites dans ces textes visent à changer les parties relatives aux émissions dans l'eau et à la surveillance des rejets aqueux, dans le cadre de la prise en compte des exigences européennes formulées dans la Directive cadre sur l'eau 2000/60/CE (intégration de certaines substances dangereuses et révision des valeurs limites d'émissions).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article Titre V-Article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Installations de traitement
Prescription contrôlée : [...] <i>Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications concernées. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leurs bonnes marches sont mesurés périodiquement et, si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées [...]</i>

Constats :

Lors du contrôle initial en date du 15 février 2023, les constats avaient été réalisés sur site en vue de vérifier si les principaux paramètres permettant de s'assurer du bon fonctionnement de la station de traitement interne étaient bien retranscrits sur un registre de suivi et s'il existait un dispositif (avec alarme) de sectionnement de l'entrée et de sortie des eaux, en cas de dysfonctionnement de la station traitement physico-chimique, associé à un rejet d'effluent non conforme (valeurs-limites d'émissions fixées par l'arrêté préfectoral du 11 mars 2010).

Aucun défaut relatif aux opérations préventives effectuées par l'exploitant, afin d'éviter tout dysfonctionnement de la station, ainsi que leurs retranscriptions sur un registre de suivi n'avait été constaté.

Cependant après constat sur site de la présence au sein de l'installation de traitement, d'un dispositif automatique de sectionnement de l'entrée et de sortie des eaux en cas de rejet d'effluents non conforme aux limites du pH, aucun élément technique connu de l'exploitant ne permettait de justifier l'asservissement au pH-mètre de ce dispositif de sectionnement.

Les faits en l'état avaient été caractérisés comme susceptible de suite par l'Inspection, dans l'attente d'un schéma électrique ou d'une analyse fonctionnelle fournie par le prestataire spécialisé ayant installé ce dispositif.

Afin de répondre aux éléments précédemment évoqués, l'exploitant a transmis en date du 29 mars 2023, le schéma électrique de la station de traitement.

Après analyse de ce document, à défaut de légende correspondant aux symboles présents sur ce schéma, il a été constaté que celui-ci est inexploitable vis-à-vis des informations qu'il contient.

Ainsi le point de contrôle n°3 du rapport de constat du 6 mars 2023 concluait à un fait susceptible de suite. Un contrôle sur site devait être planifié avec réalisation d'un test, afin de pouvoir statuer sur l'existence de cet asservissement.

Lors du contrôle sur le terrain, l'installation de traitement physico-chimique a été contrôlée.

À la demande de l'Inspection, un test réel simulant un rejet d'effluent non-conforme aux limites minimales au pH (à l'aide d'une solution acide issue des bains de polissage) a été réalisé par l'exploitant.

Lors de ce contrôle, il a été constaté que le dispositif de mesure de pH des effluents en sortie de station de traitement, est bien associé à un tableau électrique de contrôle, déclenchant immédiatement une alarme perceptible en tout point du bâtiment et stoppant instantanément par l'intermédiaire de la vanne de sectionnement, les rejets vers le milieu naturel.

Les effluents sont ensuite dirigés vers une fosse de reprise équipée d'une sonde de niveau. Une fois la fosse de reprise en position haute, la sonde renvoie l'information au tableau de contrôle qui déclenche immédiatement la vanne d'arrêt de l'alimentation en eau.

Les éléments précédemment évoqués permettent de conclure sur la conformité de l'installation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2010, article 4

Thème(s) : Autre, Contrôles

Prescription contrôlée :

<p>[...] Les résultats de ces analyses y compris les débits, flux polluants seront transmis semestriellement au service de l'inspection des installations classées [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors du contrôle initial en date du 15 février 2023, l'Inspection avait constaté l'absence de transmission des résultats d'analyses de l'autosurveillance des rejets aqueux de l'exploitation en sortie de station de traitement interne.</p> <p>En effet, l'exploitant n'effectuait plus la transmission de ces données (via l'application GIDAF) depuis l'année 2020.</p> <p>L'Inspection avait caractérisé les faits comme non-conformes avec lettre préfectorale de suites administratives.</p> <p>Postérieurement à l'inspection initiale, afin de démontrer le retour en conformité vis-à-vis des dispositions de la prescription susvisée, l'exploitant avait complété ses déclarations pour les années 2020, 2021, 2022 ainsi que pour le mois précédant l'inspection (janvier 2023).</p> <p>Lors de la visite d'inspection, les constats ont été effectués dans le but de vérifier la continuité des déclarations en ligne de l'exploitant.</p> <p>Après analyse des éléments présents sur l'application GIDAF, il a été constaté que les déclarations pour l'année 2023 ainsi que pour les mois de janvier et février 2024 ont bien été complétées.</p> <p>L'exploitant a mis en œuvre les actions correctives afin de se conformer à la prescription initialement contrôlée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Autosurveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article Titre IX- Article 33</p>
<p>Thème(s) : Autre, Surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent Elles concernent notamment : [...] le recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau (article 58-II) la réalisation de contrôles externes de recadrage (article 58-III)</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors du contrôle initial, l'Inspection avait constaté que l'exploitant réalisait lui-même les opérations d'échantillonnage des rejets aqueux de son installation de traitement, avant de les envoyer dans un laboratoire agréé pour l'analyse des substances et paramètres prévues par son autosurveillance.</p> <p>Compte tenu de ces éléments, l'Inspection s'était attachée à vérifier si l'exploitant faisait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage par un organisme de prélèvement accrédité par le comité français d'accréditation (COFRAC), afin de s'assurer que les prélèvements étaient bien réalisés selon les normes et règles en vigueur, conformément aux dispositions de la prescription contrôlée.</p> <p>Or, après échange avec l'exploitant, il avait été constaté qu'aucun contrôle de recalage relatif aux opérations d'échantillonnages n'avait été réalisé depuis sa prise de fonction de dirigeant de la société (bien au-delà des fréquences de recalage fixés par la prescription contrôlée).</p> <p>L'Inspection avait caractérisé les faits comme non-conformes avec lettre préfectorale de</p>

suites administratives.

Afin de répondre à la prescription susvisée, l'exploitant a transmis en date du 11 janvier 2024, le rapport de recalage des opérations de prélèvement réalisées par un organisme privé (IRH) accrédité COFRAC avec sous-traitance des analyses, faisant apparaître le diagnostic des dispositifs d'autosurveillance réalisé durant la période du 5 au 6 juillet 2023 (opérations de prélèvement réalisées sur 24 h). Les analyses ont été s

Après analyse de ce document par l'Inspection et après contrôle sur site, il a été constaté :

- la réalisation comparative des méthodologies des mesures et des prélèvements entre l'industriel et l'IRH (échantillonnage proportionnel au débit avec asservissement direct de l'échantillonneur au débitmètre) ;
- la réalisation d'une analyse comparative des résultats d'analyse par deux laboratoires privés dont les méthodes d'analyses sont accrédités COFRAC et effectuées selon les normes en vigueur.

Il est à noter que suite à ce contrôle de recalage, l'exploitant a mis en place un paramétrage différent de l'électrovanne associé au bac de prélèvement afin d'augmenter la fréquence de prélèvement.

L'exploitant a mis en œuvre les actions correctives afin de se conformer à la prescription initialement contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Conditions de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 20

Thème(s) : Risques chroniques, Compatibilité milieu

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions précédentes, les eaux résiduelles rejetées au milieu naturel respectent par ailleurs les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé. [...]

« Par souci de lisibilité, le tableau des valeurs limites de concentration de l'arrêté ministériel est joint en annexe-1 du présent rapport ».

Constats :

Ce constat fait suite à la transmission de l'exploitant en date du 21 janvier 2020, d'un positionnement jugé incomplet par l'Inspection, concernant la surveillance de substances polluantes présentes ou susceptible d'être présentes dans les rejets aqueux de son exploitation (positionnement se focalisant uniquement sur les substances qui lui sont déjà prescrites) ainsi qu'une absence d'étude de compatibilité des rejets avec le milieu naturel récepteur "La Liepvrette".

De fait, il apparaît essentiel d'évaluer qualitativement et quantitativement par une surveillance périodique les rejets de substances dangereuses dans l'eau issue du fonctionnement de l'établissement en prenant en compte les substances manquantes dans le positionnement de l'exploitant en 2020.

Par ailleurs, dans le cadre de la mise en application en date du 01 janvier 2018, de l'arrêté ministériel « RSDE » du 24 août 2017, modifiant entre autres les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006, Il convient de renforcer les prescriptions actuellement opposables aux installations en proposant à l'exploitant, un projet d'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires basé sur les dispositions générales de l'arrêté ministériel précité.

Les motivations de la révision des prescriptions sont explicitées en annexe-2 du présent rapport.
Observations : Au vu des enjeux vis-à-vis de la maîtrise des rejets aqueux de l'exploitation, un arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires est proposé à l'exploitant.
Type de suites proposées : Prescriptions actuelles inadaptées
Proposition de suites : Projet d'arrêté portant prescriptions complémentaires

ANNEXE-1

Article 20 point I de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 (nouvelles dispositions introduites par l'arrêté ministériel du 24 août 2017) :

[...]

1- Polluants spécifiques du secteur d'activité

Les rejets respectent les valeurs limites de concentration suivantes avant rejet au milieu naturel :

	« N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite de concentration	Activité visée	Condition sur le flux
Ag	7440-22-4	1368	0,5 mg/l		Si le flux est supérieur à 1 g/j
Aluminium	7429-90-5	1370	5 mg/l		Si le flux est supérieur à 10 g/j
Cadmium et ses composés* (en Cd)	7440-43-9	1388	0,2 mg/l 0,1 mg/l 50 µg/l	- pour les installations ayant une activité de réparation et de rénovation - pour les installations ayant une activité les ateliers de cadmiage - sinon	
Chrome VI (en Cr ⁶⁺)	18540-29-9	1371	0,1 mg/l		
Chrome III	7440-47-3	5871	1,5 mg/l		Si le flux est supérieur à 4 g/j
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	1,5 mg/l		Si le flux est supérieur à 4 g/j
Fer	7439-89-6	1393	5 mg/l		Si le flux est supérieur à 10

					g/j
Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382	0,5 mg/l 0,4 mg/l	- pour les installations ayant une activité de réparation et de rénovation - sinon	
Nickel et ses composés (en Ni)	7440-02-0	1386	2 mg/l		Si le flux est supérieur à 4 g/j
Etain et ses composés	7439-96-5	1394	2 mg/l		Si le flux est supérieur à 4 g/j
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	3 mg/l		Si le flux est supérieur à 6 g/j
Trichlorométhane (chloroforme)	67-66-3	1135	1mg/l 0,25mg/l	- pour les installations avec une activité utilisant des bains de nickel chimique et/ou de zinc/nickel - sinon	

2- Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau

Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes :

<u>Substances de l'état chimique</u>			
	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite

Diphényléthers bromés	-	-	50µg/l (somme des composés)
Tétra BDE 47*	5436-43-1	2919	25 µg/l
Penta BDE 99*	60348-60-9	2916	25 µg/l
Penta BDE 100	189084-64-8	2915	-
Hexa BDE 153*	68631-49-2	2912	25 µg/l
Hexa BDE 154	207122-15-4	2911	-
HeptaBDE 183*	207122-16-5	2910	25 µg/l
DecaBDE 209	1163-19-5	1815	-
Chloroalcanes C10-13*	85535-84-8	1955	25 µg/l
Dichlorométhane (Chlorure de méthylène)	75-09-2	1168	50 µg/l au delà de 1g/j
Fluoranthène	206-44-0	1191	25 µg/l au delà de 1g/j
Naphtalène	91-20-3	1517	130 µg/l au delà de 1g/j
Mercure et ses composés*	7439-97-6	1387	25 µg/l
Nonylphénols *	84-852-15-3	1958	25 µg/l
Octylphénols	1806-26-4	6600 / 6370 / 6371	25 µg/l au delà de 1g/j
Tétrachloroéthylène	127-18-4	1272	25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j
Tétrachlorure de carbone	56-23-5	1276	25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j

Trichloroéthylène	79-01-6	1286	25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j
Composés du tributylétain (tributylétain-cation)*	36643-28-4	2879	25 µg/l
<u>Autres substances de l'état chimique</u>			
Di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP)*	117-81-7	6616	25 µg/l
Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS)	45298-90-6	6561	25 µg/l
Quinoxylène*	124495-18-7	2028	25 µg/l
« Dioxines et composés de type dioxines* dont certains PCDD, PCDF et PCB-TD »	-	7707	25 µg/l
Aclonifène	74070-46-5	1688	25 µg/l au delà de 1g/j
Bifénox	42576-02-3	1119	25 µg/l au delà de 1g/j
Cybutryne	28159-98-0	1935	25 µg/l au delà de 1g/j
Cyperméthrine	52315-07-8	1140	25 µg/l au delà de 1g/j
Hexabromocyclododécane* (HBCDD)	3194-55-6	7128	25 µg/l
Heptachlore* et époxyde d'heptachlore*	76-44-8/ 1024-57-3	7706	25 µg/l
<u>Polluants spécifiques de l'état écologique</u>			
Autre polluant spécifique de l'état écologique à l'origine d'un impact local	-	-	- NQE si le rejet dépasse 1g/j, dans le cas où la NQE est supérieure à 25µg/l - 25 µg/l si le rejet dépasse 1g/

			j, dans le cas où la NQE est inférieure à 25µg/l
--	--	--	--

Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions [de l'article 22-2-III de l'arrêté du 2 février 1998 modifié](#).

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

Les résultats de prélèvements instantanés évoqués [à l'article 33](#) qui peuvent être réalisés en dehors de campagnes de prélèvements inopinés ne peuvent excéder le double de la valeur limite.

D'autres métaux et métalloïdes sont susceptibles d'être mis en œuvre dans l'installation (zirconium, vanadium, molybdène, cobalt, manganèse, titane, béryllium, silicium...). Dans ce cas, l'arrêté préfectoral d'autorisation définit une valeur limite d'émission en termes de concentration pour chacun d'entre eux.

II. Les valeurs limites en termes de concentration pour les autres polluants sont définies comme suit en mg/l (milligramme par litre d'effluents rejetés), contrôlées sur l'effluent brut non décanté :

POLLUANT	Rejet direct (en mg/l)	Rejet raccordé (en mg/l)	CONDITION SUR LE FLUX
MES	30	30	Si le flux est supérieur à 60 g/j.
CN libres	0,1	0,1	/
F	15	15	Si le flux est supérieur à 30 g/j.
Nitrites	20	/	Si le flux est supérieur à 40 g/j.
Azote global	50	150	Si le flux est supérieur à 50 kg/j.
P	10	/	Si le flux est supérieur à 20 g/j (direct).
	/	50	Si le flux est supérieur à 100 g/j (raccordé).
DCO	300	600	/
Indice hydrocarbure	5	5	Si le flux est supérieur à 10 g/j.
AOX (*)	5	5	Si le flux est supérieur à 10 g/j.

ANNEXE-2

Motivation des prescriptions proposées

1) Référentiels réglementaires :

- Directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE),
- code de l'environnement,
- arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux « prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement »,
- arrêté ministériel du 24 août 2017 « modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement »,
- guide de mise en œuvre de la réglementation applicable aux ICPE en matière de rejets de substances dangereuses dans l'eau – (*Service des Risques Technologiques, Sous-Direction des Risques Chroniques et du Pilotage, Bureau de la Nomenclature des Émissions Industrielles et de la Pollution des Eaux – janvier 2018*)

La société DELCROS exploite, sur la commune de Sainte-Marie-aux-Mines, un ensemble d'installations classées pour la protection de l'environnement destinées aux traitements de surfaces de pièces en inox ou en aluminium. L'ensemble de ces installations est notamment réglementé par les arrêtés préfectoraux des 26/06/1990 et 10/07/2014, et soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 30/06/2006 relatif aux « prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ».

2) Contexte :

L'adoption de la directive cadre sur l'eau 2000/60/CE du 23 octobre 2000 rappelle et renforce les orientations communautaires relatives au bon état des écosystèmes aquatiques. En particulier, elle vise à renforcer la protection de l'environnement aquatique par des mesures spécifiques conçues pour réduire les rejets, émissions et pertes de substances dangereuses (en particulier les substances prioritaires), et l'arrêt ou la suppression progressive des rejets, émissions et pertes de substances dangereuses prioritaires dans l'eau.

Pour y répondre, le Ministère en charge de l'Environnement a mis en œuvre une action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau (RSDE) par les Installations Classées. Ces campagnes de recherche, déclinée en deux vagues, ont été lancées dans chaque région en 2002 puis 2009, concernant ainsi au total

plus de 5000 ICPE représentant 41 secteurs d'activité.

L'amélioration de la connaissance et des enseignements acquis grâce à ces travaux ont permis de faire évoluer de manière importante la réglementation nationale applicable aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) en matière de surveillance et de valeurs limites d'émission des substances dangereuses dans l'eau.

C'est ainsi que l'arrêté ministériel « RSDE » (réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau) du 24 août 2017, publié le 6 octobre 2017 a amendé et complété l'arrêté dit « intégré » du 2 février 1998 modifié ainsi que 21 autres arrêtés sectoriels concernant des rubriques soumises à autorisation ou enregistrement : traitement et revêtement de surface (activité pour lequel le site est soumis à enregistrement), papeteries, verreries, abattage d'animaux, blanchisseries, activité vinicole, agroalimentaire.

Il a principalement :

- modifié le périmètre des substances réglementées ;
- modifié les valeurs limites d'émission de certaines substances ;

(À noter que pour ces deux premiers points, une démarche nouvelle est introduite par cet arrêté ministériel : le positionnement de l'exploitant par rapport à la possibilité de présence des substances dans ses rejets.)

- modifié les modalités de surveillance des substances (pour les substances retenues comme étant effectivement susceptibles d'être présentes dans les rejets) ;
- « ancré » dans la réglementation, la nécessité d'une démonstration de la compatibilité des rejets avec le milieu récepteur.

Les modifications apportées par l'arrêté RSDE sont entrées en application pour les sites existants :

- au 1^{er} janvier 2018 pour la surveillance de ces rejets,
- au 1^{er} janvier 2020 pour les nouvelles valeurs limites d'émission pour le cas général,
- au 1^{er} janvier 2023 pour les nouvelles substances prioritaires et dangereuses prioritaires introduites par la directive 2013/39/UE (essentiellement des produits phytosanitaires : PFOS, quinoxylène (phyto), dioxines et type dioxine (dont certains PCB), aclonifène (herbicide), bifénox (phyto), cybutryne (biocide pesticide – antifoulings), cyperméthrine (phyto), hexabromocyclododécane, heptachlore (insecticide) + DEHP et trifluraline).

Ces nouvelles prescriptions réglementaires sont venues modifier les valeurs limites d'émission applicables aux sites, rendant ainsi nécessaire la mise à jour de l'arrêté préfectoral du site sur ce sujet.

Par ailleurs, dans le cadre de la reprise des prescriptions en matière de compatibilité des rejets, il convient de prendre également en considération les périodes de déficits hydrologique définies notamment par l'arrêté inter-préfectoral du 8 juin 2023 (fixant un cadre pour la mise en œuvre de mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau dans les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin en période de sécheresse). Ainsi pour ces périodes, il convient que l'exploitant adapte la gestion de ses rejets susceptibles d'être pollués, afin de ne pas altérer la qualité du milieu récepteur dont la capacité auto-épuratrice est diminuée par la situation d'étiage, et qu'il convient ainsi de fixer des prescriptions restrictives en termes de valeurs limites d'émissions et d'autosurveillance en fonction des niveaux d'alerte prévue par l'arrêté interdépartementale susvisé.

De la même manière, et toujours en période de situation hydrologique critique, il

convient que l'exploitant adapte la gestion de ses rejets susceptibles d'être pollués, afin de ne pas altérer le fonctionnement de la station d'épuration collective (dans le cas où le rejet se fait en réseau d'assainissement), qui devra elle-même adapter ses rejets en vue de respecter la qualité du milieu récepteur dont la capacité auto-épuratrice est diminuée par la situation d'étiage.

A l'éclairage de ce contexte, l'Inspection des Installations Classées a procédé à une analyse réglementaire des rejets aqueux en sortie de station de prétraitement présente au sein de l'exploitation. Les substances dont l'impact ont été étudiés sont celles qui sont réglementées par l'arrêté ministériel du 30 juin 2006, dont une NQE (Norme de Qualité Environnementale) est définie par la réglementation.

3) Analyse de l'Inspection :

- *Éléments étudiés :*

Les éléments utilisés par l'inspection dans le cadre de l'analyse de la situation du site vis-à-vis des dispositions introduites par l'arrêté ministériel du 24 août 2017 sont les suivantes :

- Autosurveillance des rejets aqueux du site sur la période 2022-2023 : extraction GIDAF réalisée par l'inspection ;
- Positionnement de l'exploitant quant au programme d'autosurveillance à mettre en œuvre : transmis par courrier du 21/01/2020, synthétisant les caractéristiques chimiques de ses rejets et concluant sur les valeurs limites et fréquences de surveillance applicables à son site. Ce positionnement avait été jugé incomplet par l'Inspection au travers du rapport établi le 06/03/2023 ;
- Identification des rejets et de la masse d'eau concernée : La masse d'eau réceptrice des rejets de l'industriel est la Liepvrette 1 (code de la masse d'eau : FRCR115) si rejet direct dans le milieu ou la Liepvrette 2 (code de la masse d'eau : FRCR116) si le rejet se fait via la station d'épuration urbaine de la commune de Sainte Marie aux Mines (CODE SANDRE STATION : 026829800458) ;
- l'état quantitatif de la masse d'eau en amont/aval des points de rejet en situation d'étiage et en situation hydrologique critique (sécheresse) ;
- L'état qualitatif de la masse d'eau en amont/aval du rejet. Compte tenu de la position des points de rejets sur les masses d'eau considérées, l'Inspection a considéré l'absence de polluant dans le cours d'eau considéré pour la détermination de la compatibilité des rejets du site ;
- analyse de la compatibilité des rejets du site réalisée par l'Inspection, synthétisée dans les tableaux joint au présent rapport.

Les données relatives aux données d'autosurveillances connues (déclaration GIDAF 2022_2023) en matière de rejets de l'exploitation ont été retranscrites par l'Inspection dans les colonnes I à J du tableau joint au présent rapport.

Par ailleurs le cadre de la révision des prescriptions initiée par l'Inspection, il y a lieu de prendre en compte les valeurs-limites fixées à l'article 20 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006, et les actes préfectoraux actuellement opposables aux installations. Ces valeurs ont été retranscrites dans le tableau joint au présent rapport (colonnes O à V).

Enfin, les prescriptions proposées (colonnes W à AD du tableau joint) tiennent compte de la notion de compatibilité des rejets avec le milieu récepteur avec un débit maximal journalier fixé à 20 m³/j et les VLE en flux permettant d'atteindre les objectifs qualité fixé par l'article L. 212-1 du code de l'environnement.

Il est à noter que deux études ont été réalisées, car après échange avec l'exploitant lors de l'inspection, il a été constaté que celui-ci à effectuer en date du 12 février 2024, une demande de travaux d'assainissement auprès du SDEA (Syndicat Des Eaux et de

l'Assainissement) de la commune de Sainte-Marie-aux-Mines pour un branchement et une autorisation de déversement au réseau public d'assainissement. Ainsi deux points de rejets sont envisagés. Un point de rejet dans le milieu naturel dans la Liepvrette 1, et un second à la sortie de la station d'épuration de Sainte-Marie-aux-Mines) dans la Liepvrette 2. Les prescriptions proposées prévoient l'impossibilité de coexistence des deux points de rejets.

- Détermination des valeurs Limites d'Emissions :

Il est à noter qu'en l'absence de données qualitatives sur la masse d'eau concernées par le rejet (Liepvrette 1), il est considéré l'absence de polluant en amont des rejets. Cette hypothèse est cohérente avec la localisation de la source du cours d'eau se trouvant à quelques kilomètres en amont des rejets considérés.

Les VLE proposées par l'Inspection dans les colonnes W et X (pour les périodes de situation hydrologique normale) et AB, AC, et Ad (pour les périodes d'Alerte, Alerte renforcée, et crise) du tableau ci-joint sont la résultante des valeurs les plus basses prises entre :

- les VLE actuellement opposables aux installations via les arrêtés préfectoraux du site,
- les VLE imposées par l'arrêté ministériel du 30 juin 2006,
- la valeur acceptable par le milieu, considérant les NQE établies pour les différents paramètres et substances.

La colonne commentaire (AA) permet de contextualiser les choix retenus par l'Inspection pour chacune des substances.

Il est à noter que l'exploitant n'ayant pas souhaité réaliser de travail d'identification des substances et paramètres pertinent pour le suivi des installations, une autosurveillance conditionnelle est proposée par l'Inspection, permettant ainsi à termes de maintenir (dans des conditions acceptables par le milieu) ou exclure un ensemble de substance/paramètre du programme de surveillance des installations.

1^{ère} étude concernant les VLE pour un rejet direct en milieu naturel :

L'évaluation de la compatibilité du rejet avec le milieu récepteur a nécessité plusieurs informations importantes, notamment :

- la masse d'eau réceptrice des rejets de l'industriel est la LIEPVRETTE 1 (code de la masse d'eau : FRCR115) ;
- débits d'étiage de références :
 - QMNA5 à 50 L/s
 - QMNA5/débit d'alerte à 46 L/s ;
 - QMNA5/débit d'alerte renforcé à 39 L/s ;
 - QMNA5/débit de crise à 30 L/s.

2^{ème} étude concernant les VLE pour un rejet raccordé au réseau urbain en direction de la STEP intercommunale :

L'évaluation de la compatibilité du rejet avec le milieu récepteur a nécessité plusieurs informations importantes, notamment :

- La masse d'eau réceptrice de la station d'épuration urbaine est la LIEPVRETTE 2 (code de masse d'eau : FRCR116) ;

- débits d'étiage de référence :
 - QMNA5 à 219 L/s
 - QMNA5/débit d'alerte à 200 L/s ;
 - QMNA5/débit d'alerte renforcé à 170 L/s ;
 - QMNA5/débit de crise à 130 L/s.
- Détermination des fréquences d'autosurveillance :

Les fréquences d'autosurveillances proposées par l'Inspection dans la colonne Z du tableau ci-joint sont la résultante des valeurs prises entre :

- les fréquences d'autosurveillance actuellement opposables aux installations via les arrêtés préfectoraux du site,
- les fréquences d'autosurveillance imposées par l'arrêté ministériel du 30 juin 2006, lorsque les flux déclenchant les fréquences d'autosurveillance sont atteints,
- une fréquence d'autosurveillance proportionnée à la contribution du rejet au milieu récepteur, lorsqu'aucune autosurveillance n'est prévue au titre des deux points précédents, et qu'une compatibilité du milieu est à rechercher,
- une fréquence d'autosurveillance cohérente avec les autres fréquences fixées, lorsqu'aucune autosurveillance n'est prévue au titre des trois points précédents, et qu'aucune compatibilité du milieu est à rechercher.

La colonne commentaire (AA) permet le cas échéant de contextualiser les choix retenus par l'Inspection pour chacune des substances.

Il est à noter que l'exploitant n'ayant pas souhaité réaliser de travail d'identification des substances et paramètres pertinent pour le suivi des installations, une autosurveillance conditionnelle est proposée par l'Inspection, permettant ainsi à termes de maintenir (dans des conditions acceptables par le milieu) ou exclure un ensemble de substance/paramètre du programme de surveillance des installations.

4) Propositions de l'Inspection :

Au vu des éléments détaillés dans le présent rapport et annexe, l'inspection propose à M. le Préfet d'actualiser les conditions d'autorisation de l'installation. Un projet d'arrêté complémentaire est joint au présent rapport, ce projet vise notamment à :

- acter les éléments de positionnement dont l'inspection partage l'analyse,
- fixer les différents points de rejets des installations,
- renforcer les valeurs limites d'émission et/ou les fréquences d'autosurveillance pour les paramètres impactant la qualité du milieu récepteur,
- introduire un programme d'autosurveillance conditionnel pour les substances sur lesquelles l'exploitant n'a pas souhaité se positionner,
- encadrer les conditions relatives aux mesures (conditions de prélèvement et d'analyse), et aux mesures comparatives,
- définir les modalités de transmission des autosurveillances et les attendus en matière d'interprétation des résultats.

Considérant que les dispositions prises dans le projet d'arrêté ci-joint sont des retranscriptions des dispositions réglementaires ministérielles adaptées à la situation du site, et des principes de compatibilité milieu dictés par les directives et décrets en vigueur, qu'elles constituent par ailleurs un renforcement globale des prescriptions, il est proposé de transmettre ce projet pour avis à l'exploitant (via le présent rapport), mais de ne pas consulter les membres du CODERST sur le projet d'arrêté proposé.